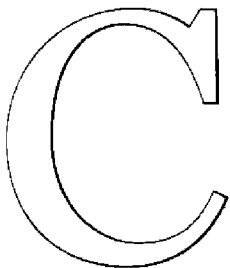


# « Tirer les leçons de l'histoire n'est pas inutile ».

**Philippe Maystadt** se dit très inquiet des grands traits communs entre la France d'aujourd'hui et l'Allemagne des années 30.



Ce jeudi, lorsque nous arrivons chez Philippe Maystadt, il est encore sous le coup du débat « Le Pen-Macron » de la veille. « Efficace. Je n'avais jamais vu quelqu'un capable de débiter autant de mensonges en si peu de temps. » On est là pour parler de son livre *Des lieux et des moments*, qui revisite la prise de décision en politique et le grippage de notre démocratie, mais l'urgence pour lui est ailleurs. « Je suis allé voir les résultats électoraux en Allemagne dans les années 30 pour comprendre et voir si ce qui s'est passé alors peut se reproduire. Si Le Pen fait 40 % des voix, comme le disent les sondages - elle fera peut-être un peu moins

après son mauvais débat de mercredi soir, il faut l'espérer -, c'est quand même énorme : quatre électeurs sur dix voteraient pour ce parti d'extrême droite ! Cela me faisait penser au résultat du parti nazi dans les années 30 : 15 % en 1930, 27 % en 1932, 43 % en 1933. Après, il n'y a plus eu d'élections. C'est le même genre de progression. »

**La France est en pré-nazification ? Il faut éviter les comparaisons simplistes, il y a probablement autant de différences que de ressemblances entre les deux périodes et les deux pays, mais je suis frappé par les très grands traits communs. Le cliché le plus répandu est de dire que c'est la crise économique et sociale qui explique la montée du nazisme. Cela a certainement joué un rôle, mais quand vous regardez de plus près, l'hyper-inflation avait été maîtrisée et était revenue à un niveau normal avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, et même le chômage, à un niveau très élevé, avait commencé à diminuer. Cela veut dire que d'autres facteurs ont joué un rôle. J'en ai relevé trois, parce qu'ils me paraissent d'actualité. Il y a d'abord le rôle des intellectuels qui créent l'esprit du temps. En Allemagne, c'était l'époque du pessimisme culturel, d'un Zeitgeist qui disait : « On vit une époque de décadence, c'est le déclin de l'Occident. » On retrouve ce discours aujourd'hui chez les chœurs du déclinisme que sont Nicolas Bavezet, Eric Zemmour, Jacques Juliard. Je ne dis pas qu'ils soutiennent le FN, mais ils popularisent des thèmes qui créent un climat favorable au FN. Le Monde a publié une série d'articles consa-**

**crée aux « Passeurs », soit des personnalités qui ont contribué à créer ce climat de déclinisme et donnent une vision anxieuse en proclamant la fin de la nation française. La caricature, c'est Zemmour qui annonce le « suicide français » à cause de l'islam et qui nourrit un esprit du temps favorable au FN.**

**Deuxième similitude : la répétition des scandales et des affaires, notamment financiers, qui caractérisaient la république de Weimar, qu'on retrouve aujourd'hui et qui accrédite l'idée du « tous pourris ». Cela contribue à alimenter les extrêmes de droite comme de gauche car Mélenchon, avec son « dégagisme », joue aussi un peu sur la même corde. C'est pour cela que le gouvernement wallon doit aller jusqu'au bout de la réforme de gouvernance car sinon, cela fait le jeu du PTB. Les historiens de cette période soulignent que « les affaires » ont clairement alimenté le réservoir électoral du parti nazi.**

**Le troisième point commun relevé est la tentation des partis traditionnels de reprendre les thèmes et les termes de l'extrême droite, or les électeurs préfèrent toujours l'original à la copie. Les conservateurs allemands ont tenu des propos antisémites croyant ainsi freiner l'ascension d'Hitler. Comme Sarkozy ou Wauquiez courrant derrière le Front national. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas affronter franchement les problèmes qui inquiètent les gens et les incitent à voter FN. Pendant trop longtemps, dans les partis traditionnels de gauche, on a évité de parler franchement de problèmes comme la sécurité, l'immigration.**

**Il faut oser en parler différemment et proposer des solutions différentes. Et là, je trouve que Macron a marqué sa différence, par rapport à Le Pen, notamment sur la sécurité, sans être laxiste. Je ne vais pas pousser plus loin la comparaison car on connaît la suite en Allemagne, et je ne crois pas que cela arrivera en France.**

**Certains disent que le véritable danger viendra des élections législatives ?**

**Elles seront très importantes. Hitler n'avait pas la majorité en 1933, mais il a formé un gouvernement avec les conservateurs. Si Les Républicains en France font des alliances avec le FN après les législatives, ils répèteraient ce qui fut la faute majeure des conservateurs allemands et a permis à Hitler d'installer définitivement son pouvoir. Je crois qu'avec le système majoritaire à deux tours français, le FN n'aura pas le nombre d'élus qui correspond à son poids électoral et ne sera probablement pas en mesure de jouer un rôle dans la formation des alliances. Mais je trouverais important que tous les Républicains disent qu'en aucun cas, ils ne feront alliance avec le FN.**

**Qu'est-ce qui peut amener à cette sagesse politique ?**

**Tirer les leçons de l'histoire n'est pas inutile. Elle essaye d'amener les gens à réfléchir. Sur la quatrième de couverture de mon livre, je reprends cette phrase de Kierkegaard : « La vie doit être vécue en regardant l'avenir, mais elle ne peut être comprise qu'en se retournant vers le passé. » ■**

Propos recueillis par  
BÉATRICE DELVAUX

## démocratie « Il faut plus de pouvoirs p par le haut à l'Europe et par le bas au citoyen »

**D'où vous est venue l'envie d'écrire ce livre qui passe au scalpel les modes de décision politiques : par compromis, par défaut, par rejet, par fait accompli, par coordination ou par chantage, avec nombre d'exemples vécus à la clé. Vous aviez envie de vous raconter ou vous avez été poussés par votre peur des populismes ? Un peu des deux. C'est d'abord une alternative que j'ai proposée à un éditeur qui voulait que j'écrive mes mémoires. J'ai considéré que cela ne devait pas intéresser grand monde et, de plus, je n'ai**

**pas le matériel : je n'ai jamais rédigé de carnets ni gardé systématiquement de notes. Par ailleurs, j'ai lu plusieurs mémoires d'hommes politiques contemporains, c'est parfois imprécis, inexact, reconstruit a posteriori et souvent de l'autojustification. Ma seconde motivation vient de mon inquiétude sur le fonctionnement de nos démocraties : on sent bien qu'il y a un malaise. J'ai voulu d'abord réfléchir aux différents processus de décisions politiques et, à partir de là, me dire : n'y a-t-il pas des choses à changer ?**

**Le processus de décision est malade ? Arrivé à un terme ?**

**Un certain nombre d'évolutions font que les processus traditionnels ne fonctionnent plus aussi bien. La première évolution est l'exigence des citoyens d'une meilleure gouvernance. Décider en secret, sans vraiment expliquer, sans avvertir à l'avance, n'est plus de mise.**

**Les socialistes liégeois Demeyer et Marcourt évoquaient cet « air du temps » pour expliquer leur soudaine transparence pour le**

**scandale Publifin/Nethys. Ce n'était pas une excuse facile ?**

**C'est de fait assez récent qu'on parle de « bonne gouvernance » et je ne me souviens pas, quand j'étais au gouvernement, d'une telle exigence de transparence de la part des citoyens. C'est une bonne évolution, mais on ne peut plus gouverner comme on le faisait auparavant. Les réactions sur le Ceta, par exemple, s'expliquent pour une bonne part par le manque de transparence de cette négociation. On ne peut plus**

fonctionner comme cela. Une deuxième évolution, un peu préoccupante, réside dans la création d'une série d'autorités indépendantes. On voit bien les objectifs positifs : traiter des matières complexes et techniques qu'on ne peut pas laisser au processus de décision traditionnel et répondre au besoin d'impartialité. Mais cela peut aboutir à ce que des décisions soient prises par des organes qui ne rendent de comptes à personne. Et dès qu'on doute de l'efficacité de ces institutions, on met en cause leur caractère non démocratique, comme pour la Banque centrale européenne. Troisième évolution : le constat fait par les citoyens de l'impuissance des gouvernements par rapport à une série de questions : les délocalisations, la croissance des inégalités, le terrorisme. Tout cela nous oblige à repenser la manière dont les décisions politiques sont prises.

**Votre proposition est la « dilata-tion de la démocratie » ?**

Je dirais qu'il faut dilater la démocratie vers le haut et le bas. Vers le haut, il faut donner dans quelques domaines clés plus de compétences à l'Europe : la défense, la politique commerciale

internationale mais avec des normes sociales et environnementales, l'harmonisation fiscale pour l'impôt des sociétés. Par contre, toute une série d'autres questions peuvent être renvoyées au pouvoir national, régional, voire local. La dilata-tion vers le bas veut dire qu'au niveau local, il y a une série de questions sur lesquelles on peut demander plus directement l'avis au citoyen. La

transparence à ce niveau est utile aussi car elle peut faire prendre conscience aux gens que leur voisin peut avoir une position différente et que ce n'est pas aussi facile que cela de prendre une décision qui satisfasse tout le monde.

**Le citoyen fait ce qu'il peut lorsque le politique ne décide plus. Quand un gouvernement arrête-t-il de mettre sa tête dans le sable ?**

La prise de conscience de l'urgence. Malheureusement, trop souvent les décisions politiques ne se prennent que lorsqu'on est au bord du gouffre, acculé. Le gouvernement belge a pris une série de décisions sur la lutte contre le terrorisme car il y avait urgence. Dans d'autres domaines où la même urgence existe mais n'est pas perçue de la même manière, comme le changement climatique ou le maintien de produits recon-

nus comme cancérogènes, on finira par agir mais sans doute un peu tard.

**Et pendant ce temps, les populistes cartonnent ? Trump croyait à cette capacité de décider tout seul, d'un coup, mais le bilan des cent premiers jours montre que très peu de ses mesures ont été mises en œuvre. C'est du simplisme de croire qu'on peut, dans une démocratie, imposer brutalement des décisions.**

**Comment gouverner lorsque les entités sont si différentes entre la Flandre à droite et les francophones à gauche ? C'est l'argument utilisé par De Wever pour**

**aller vers une Belgique confédérale ?**

Je ne suis pas sûr qu'au sein de la Belgique, les différences soient aussi fortes que ne le présentent certains. Dans l'enquête « Noir Jaune Blues », j'ai été frappé, sur beaucoup de questions, de la convergence des opinions au nord et au sud. Mais qu'on donne une plus large autonomie aux Régions sur des matières précises ne me choque pas. Il y a ainsi du sens à confier la politique de l'emploi aux Régions.

**De Wever veut utiliser la domination des Flamands au fédéral pour imposer des mesures qui seraient défavorables aux francophones,**

**au point de les pousser à demander eux-mêmes le confédéralisme ? C'est ce que vous appelez une « décision par chantage » ?**

Oui, c'est du chantage, car c'est abuser d'une position de force et ce n'est pas cela la démocratie. Par contre, si une majorité en Flandre se prononçait pour le confédéralisme, on ne pourrait pas l'ignorer. Mais y arriver en pratiquant le chantage, comme le suggère De Wever, n'est pas acceptable. Il serait plus difficile pour De Wever de procéder de la sorte si le gouvernement fédéral était moins déséquilibré et si le MR n'y était pas le seul parti francophone... mais on ne refait pas l'histoire.

**« Nous avons trop cru à la politique, nous n'y croyons plus assez », écrivez-vous. Votre testament politique ?**

Je préférerais : « Il est grand temps de rallumer les étoiles », d'Apollinaire. Je conclus mon livre sur ce message à mes petits enfants : « Ne désespérez pas. » Je suis convaincu qu'ils vont trouver des formules, des méthodes de gouvernement, des moyens technologiques qu'on n'imagine même pas aujourd'hui. Je suis confiant dans les jeunes générations. C'est mon dernier message et ce sont les dernières phrases du livre. ■

Propos recueillis par  
B.DX.

## Philippe Maystadt

Né en 1948, docteur en droit de l'Université catholique de Louvain, Philippe Maystadt est une figure marquante de

l'ex-PSC (CDH). Il a été ministre de 1980 à 1998, dont dix ans aux Finances. Après un bref intermède comme président du PSC en 1998-1999, il prend en 2000 la présidence de la BEI, la Banque européenne d'investis-

tissement. Il y restera jusqu'en 2011. Depuis 2014, il est président de l'Ares (Académie de recherche et d'enseignement supérieur) et depuis 2015 du Cife (Centre international de formation européenne).



Des lieux et des moments  
PHILIPPE MAYSTADT  
Weyrich éd.  
155 p.

## décision « Le compromis reste inévitable en Belgique et en Europe »

**La décision par compromis semble inévitable en Belgique comme en Europe ? C'est évident pour la Belgique où on a toujours des gouvernements de coalition, mais aussi pour l'Europe, où on a affaire à des Etats avec des traditions et des visions différentes : dans les deux cas, on doit inévitablement chercher le compromis. L'empathie entre les dirigeants, même de partis ou de pays différents, aide à le conclure, évidemment.**

**Vous citez le trio vertueux « Dehaene-Moureaux-De-**

**prez », qui nourrissent une estime réciproque. Ou votre complicité avec le gouverneur de la Banque Nationale Fons Verplaetse, qui vous confie des idées (la liaison du franc belge au mark) avant d'en parler au Premier ministre Martens ?**

Autre exemple : la fameuse nuit de l'été 1993 où on a décidé d'élargir les marges de fluctuation du SME, la bonne re-

lation entre l'Allemand Hans Tietmeyer et le Français Jean-Claude Trichet a aidé à trouver ce que j'appelle une « décision par défaut », soit un moyen de sortir de l'impasse à court terme.

**Des terminologies peuvent aussi aider ?**

Herman Van Rompuy cite un exemple où on a remplacé « if necessary » par « if needed ». Les privatisations étaient im-

possibles jusqu'à ce qu'on trouve la formule « consolidation stratégique ». Dans certains cas, le secret permet aussi d'en sortir.

**Trop de compromis a tué le compromis : les gens en sont venus à espérer un bon populiste aux décisions tranchées ? C'est le risque : le compromis prend du temps, débouche souvent sur des décisions complexes et difficilement compréhensibles pour le citoyen. Exemple type : les réformes institutionnelles belges, où**

même ceux qui essayent de suivre s'y retrouvent difficilement. Et en Europe, les compromis peuvent être catastrophiques, car ils aboutissent à des décisions inefficaces, voire complètement tordues. Mais honnêtement, tant au niveau belge qu'euro-péen, je ne vois pas comment, dans la plupart des cas, on peut éviter de faire autrement que rechercher un compromis. Il faut par ailleurs se méfier des décisions « par fait accompli » : celui qui prend le risque de les prendre non seulement viole les règles démocratiques mais peut aussi se tromper lourdement. Ma réponse va plutôt dans l'autre sens : on devra continuer à conclure des compromis pour gouverner notre pays et l'Europe, mais il est

nécessaire qu'ils soient négociés dans une plus grande transparence et surtout qu'ils soient plus compréhensibles pour les citoyens. L'UE a fait des progrès en ce sens. Le Parlement wallon a pris des initiatives intéressantes : les citoyens peuvent réagir sur un projet de décret, demander à être entendus, transmettre des commentaires en ligne.

Il y a des moments vertueux où « tout roule », comme pour l'euro ? Si on est d'accord sur la nature du problème à résoudre, mais aussi sur l'objectif, cela facilite le compromis. Mais même alors, ce n'est pas gagné. Voyez la discussion actuelle sur l'impôt des sociétés. Il y a un consensus sur la nature du problème et

l'objectif. Et malgré tout, on n'y arrive pas, parce qu'on n'est pas d'accord sur les niches à supprimer, mais aussi parce qu'on a tout lié à d'autres questions, comme la taxation sur les plus-values.

Pour le plan global, en 1993, ces différences d'intérêts existaient aussi mais on réussissait à faire des « deals » sous la houlette d'un négociateur stratège ? C'était ce que faisait Dehaene. Il n'y en a pas à chaque génération. Charles Michel a les qualités pour faire aboutir le compromis, il l'a déjà démontré. Le problème réside plus dans l'extrême rivalité entre les trois partis flamands de la coalition. ■

Propos recueillis par  
B.DX.

## FIERTÉ

### « Je suis très fier de la réforme de la gestion de la dette »

« La réforme de la gestion de la dette est la décision dont je suis le plus fier, qui reste très bénéfique pour l'Etat belge. J'ai pu la décider seul, car il n'y avait pas d'obligation de modifier la loi, d'aller au parlement ou de passer par le gouvernement. En arrivant aux Finances, j'avais découvert un cartel des banques qui dictait à l'Etat le taux d'intérêt qu'il devait payer pour ses emprunts, et cela coûtait très cher. J'ai instauré de la concurrence via des appels d'offres, y compris pour les banques étrangères. Oh là là ! J'ai eu des séances terribles avec M. de Villegas » (patron de la Générale de Banque, NDLR).

## REMORDS

### « Je ne regrette pas un instant l'euro »

Votre nom va rester associé à l'euro et à l'assainissement des finances publiques ? « Ce sont les deux domaines où j'ai l'impression d'avoir été utile. Sur l'euro, certains dénoncent aujourd'hui des dysfonctionnements, à l'époque je ne les ai pas entendus ! Or, nous étions déjà quelques-uns à dire d'emblée que la construction était incomplète, « boîteuse » disait Delors. Néanmoins, je ne regrette pas qu'on soit passé à l'euro, j'espère simplement qu'en relançant la construction européenne - c'est l'intention de Macron, et de l'Allemagne apparemment -, on va achever la maison euro, renforcer la capacité de décision au niveau de cette zone ainsi que le contrôle démocratique. »

## LIEU

### « Ah ! le Prieuré de Val Duchesse ! »

Philippe Maystadt lie chaque mode de décision étudié et raconté à un lieu emblématique. Les carreaux bleus de Delft de Val Duchesse (décision par compromis et par chantage), le couple lascif de l'Hôtel du gouverneur de la Banque nationale (décision par fait accompli), Pluton enlevant Proserpine à la Villa Madama de Rome (décision par coordination) ou « L'Al-légorie du bon gouvernement », la fresque de Lorenzetti du Palazzo Pubblico de Sienne pour lancer les idées de nouvelle gouvernance. « Il ne faut pas exagérer l'importance du cadre mais cela peut aider. Avoir une vue sur l'extérieur, voir le ciel et les arbres facilite la créativité. A la différence par exemple du Centre Borschette (décision par défaut), qui était affreux. »